

AMNESTY INTERNATIONAL

DÉCLARATION PUBLIQUE

AILRC-FR

Index AI : MDE 15/027/2011

6 juin 2011

Israël doit enquêter sur les tirs ayant visé des manifestants dans le Golan

Lundi 6 juin, Amnesty International a demandé aux autorités israéliennes de diligenter une enquête exhaustive, impartiale et indépendante sur le recours meurtrier à la force fait par l'armée israélienne, qui a tiré à balles réelles sur des manifestants se trouvant sur le territoire syrien, alors que ceux-ci approchaient de la frontière israélienne dimanche 5 juin.

Des soldats israéliens ont ouvert le feu sur des centaines de manifestants syriens et palestiniens dans la zone frontalière proche de Majdal Shams, une ville située dans la partie du plateau du Golan occupée par Israël. Ces actions de protestation, ainsi que celles qui se sont déroulées près de Quneitra, une ville de la zone du Golan encore administrée par la Syrie, ont été organisées afin de commémorer la Naksa, anniversaire du début de la guerre de juin 1967, lors de laquelle a commencé l'occupation du plateau du Golan – appartenant à la Syrie -, de la Cisjordanie et de la bande de Gaza.

Selon la SANA, l'agence de presse gouvernementale syrienne, 23 personnes – dont un enfant, une femme et un journaliste – ont été tuées par l'armée israélienne dimanche 5 juin, et plus de 350 personnes ont été blessées, atteintes par des balles et par le gaz lacrymogène. Les médias d'État syriens ont révélé l'identité des personnes tuées, et beaucoup de ces noms ont été séparément portés à la connaissance d'Amnesty International par des militants des droits humains issus du Golan occupé par Israël, qui les avaient obtenus auprès de sources médicales syriennes.

Des porte-parole des forces de défense israéliennes (FDI) ont reconnu que des manifestants ont été atteints par des balles et blessés, mais déclarent que le nombre de victimes réel est bien en-deçà de celui fourni par la Syrie. Ils ont dit que les manifestants ont jeté des pierres et des cocktails Molotov, et tenté de dégrader les clôtures frontalières, mais n'ont pas affirmé que les manifestants portaient des armes à feu. Ils ont également déclaré qu'un certain nombre de personnes ont été blessées en raison de l'activation par des manifestants de mines terrestres à proximité de Quneitra.

Amnesty International a parlé avec un militant en faveur des droits humains du plateau du Golan occupé par Israël, qui a observé la réaction des FDI à la frontière, près de Majdal Shams. Il a dit en avoir été témoin, avec d'autres habitants de la ville, alors qu'il se trouvait à une dizaine de mètres des troupes. Il a ainsi indiqué à Amnesty International que pendant plus de 10 heures, de 11 heures à 21 heures environ, des soldats israéliens s'abritant derrière plusieurs barrières faites de fils barbelés ont sporadiquement tiré à balles réelles sur des manifestants se trouvant à une soixantaine de mètres.

Il a confirmé les déclarations des FDI selon lesquelles les soldats ont mis les manifestants en garde en arabe avant d'ouvrir le feu pour la première fois ; il a toutefois déclaré qu'ils ont attendu la tombée de la nuit pour utiliser du gaz lacrymogène et des bombes sonores afin de disperser les manifestants. Cela contredit certaines affirmations de l'IDF, à savoir que tous les moyens non létaux à leur disposition avaient été employés afin de disperser les manifestants avant que la force meurtrière ne soit utilisée.

Des ambulances syriennes ont évacué les manifestants blessés vers l'hôpital Mamdouh Abaza de Quneitra tout au long de la journée. Le directeur de l'hôpital aurait dit à la SANA que les médecins ont opéré plus de 90 patients ce jour-là. Si les porte-parole des FDI ont affirmé que les troupes israéliennes ont visé les jambes des manifestants, les autorités sanitaires syriennes ont fait savoir que la plupart des lésions se situaient au-dessus de la taille.

Amnesty International est très préoccupée par le fait que les troupes israéliennes ont recouru à une force excessive en tirant à balles réelles sur des manifestants ne mettant en danger ni la vie de soldats israéliens ni celle d'autres personnes. Le fait qu'il s'agisse du deuxième épisode de ce type en moins d'un mois - après qu'au moins 12 manifestants menant une action de protestation près de la frontière israélienne eurent été tués par l'armée israélienne le 15 mai - souligne à quel point il est urgent d'ouvrir des enquêtes indépendantes sur ces deux événements, afin d'aider à prévenir de nouvelles pertes humaines et de faire en sorte que les responsables d'homicides illégaux rendent des comptes.

Complément d'information

Le 15 mai 2011, les troupes israéliennes ont tiré sur des manifestants palestiniens et arabes manifestant près de la frontière israélienne au Liban, en Syrie et dans le nord de la bande de Gaza, ainsi qu'à l'intérieur de la Cisjordanie occupée, tuant au moins 12 personnes et en blessant des centaines. Des réfugiés palestiniens avaient organisé de vastes manifestations à la frontière israélienne et à des points de contrôles israéliens pour commémorer la Nakba, date anniversaire de leur expulsion et de la perte de leurs biens lors de la guerre de 1948, qui a conduit des centaines de milliers de Palestiniens à se réfugier dans des États voisins. Amnesty International a demandé l'ouverture d'une enquête complète, indépendante et impartiale sur la réaction des FDI à ces manifestations (voir <http://www.amnesty.org/fr/library/info/MDE15/025/2011/en>).

Bien que les FDI aient lancé des investigations internes sur certains des événements du 15 mai, rien n'indique qu'une enquête crédible et indépendante ait été diligentée.